**CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE DU**

**PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION**

**Dixième session**

**Siège de l’UNESCO, Salle I**

**11 – 12 juin 2024**

**Point 8 de l’ordre du jour provisoire :**

**Utilisation des ressources du Fonds du patrimoine culturel immatériel**

|  |
| --- |
| **Résumé**  L’article 7(c) de la Convention prévoit que le Comité prépare et soumette à l’approbation de l’Assemblée générale un projet de plan d’utilisation des ressources du Fonds. Le document présente un tel projet de plan, conformément à la recommandation du Comité pour la période 2024-2025 ainsi que pour le premier semestre 2026.  **Décision requise :** paragraphe 33 |

**Contexte**

1. L’article 7(c) de la Convention demande au Comité de « préparer et soumettre à l’approbation de l’Assemblée générale un projet de plan d’utilisation des ressources du Fonds [du patrimoine culturel immatériel] [Compte spécial (ci-après dénommé « le Fonds »)], conformément à l’article 25 de la Convention ». Le projet de plan (ci-après « le Plan »), soumis par le Comité en conformément à la Décision [18.COM 14](https://ich.unesco.org/fr/decisions/18.COM/14) et annexé au présent document, a été préparé conformément aux orientations figurant au chapitre II.1 des [Directives opérationnelles](https://ich.unesco.org/doc/src/2003_Convention_Basic_Texts_2022_version-FR.pdf), et sur la base de l’expérience acquise lors de la mise en œuvre du Plan au cours des exercices biennaux précédents. Le rapport narratif et financier pour la période allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, tel que requis par l’article 10 du Règlement financier du Fonds, est disponible dans le document [LHE/24/10.GA/INF.8](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-24-10.GA-INF.8_FR.docx).
2. Conformément à l’article 2 du règlement financier du Fonds, « l’exercice financier pour les prévisions budgétaires est de deux années civiles consécutives dont la première est une année paire ». L’Assemblée générale des États parties à la Convention se réunit toutefois en session ordinaire les années paires, environ six mois après le début de l’année civile. La présente session de l’Assemblée est donc invitée à approuver un Plan pour la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025 et, à titre provisoire, pour les six premiers mois du prochain exercice financier, soit du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026. Le budget provisoire pour le premier semestre 2024 adopté par la neuvième session de l’Assemblée générale (Résolution [9.GA 10)](https://ich.unesco.org/fr/decisions/9.GA/10) sera à son tour remplacé par le présent Plan une fois son adoption par la session actuelle de l’Assemblée générale.
3. Il est proposé que l’Assemblée générale alloue les fonds de chaque ligne sur la base de pourcentages des ressources totales disponibles, et non en valeur absolue. Cela permettra, en cas de besoin, d’affecter les contributions reçues au cours de l’exercice biennal à chaque ligne budgétaire conformément aux pourcentages approuvés. De cette manière, le Comité pourra utiliser toute contribution volontaire supplémentaire importante et non affectée (telle que décrite à l’article 27) qui pourrait être créditée au Fonds au cours de l’exercice biennal. Parallèlement, il est suggéré que l’Assemblée générale, comme elle l’a fait lors de ses sessions précédentes, autorise le Comité à utiliser immédiatement ces contributions dès leur réception, conformément aux pourcentages établis dans le Plan.
4. En outre, il est demandé à l’Assemblée générale d’autoriser le Comité à utiliser immédiatement les contributions liées à des projets spécifiques, à condition que leurs actions s’inscrivent dans le cadre des deux priorités de financement approuvées par le Comité pour la période 2022-2025 (Décision [16.COM 12](https://ich.unesco.org/fr/decisions/16.COM/12)) : « renforcement des capacités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel par le biais d’approches multimodales et contribution au développement durable » et « sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans l’éducation formelle et non formelle ». La liste de ces contributions, ainsi que celle des autres contributions volontaires supplémentaires et des donateurs, se trouve dans le document d’information [LHE/24/10.GA/INF.8](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-24-10.GA-INF.8_FR.docx).
5. Le présent document propose en premier lieu un aperçu de la situation du Fonds et des tendances actuelles, y compris une mise à jour du sous-fonds pour le renforcement des ressources humaines du Secrétariat (Partie I). Le plan proposé pour l’utilisation des ressources du Fonds pour la période 2024-2025 est présenté ensuite avec une justification pour chaque ligne budgétaire dans la Partie II.

#### SITUATION ET TENDANCES

1. Sur la base du rapport susmentionné pour la période allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 (document [LHE/24/10.GA/INF.8](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-24-10.GA-INF.8_FR.docx)) et à la suite de l’analyse des tendances présentée dans le document [LHE/23/18.COM/14](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-23-18.COM-14_FR.docx), la présente section décrit l’évolution des dépenses du Fonds et des contributions mises en recouvrement jusqu’au 31 décembre 2023.

**Dépenses**

1. Le taux de dépense du dernier plan approuvé par la neuvième session de l’Assemblée générale représente le taux le plus élevé du Fonds, atteignant 73,2 % au 31 décembre 2023 (52 % en moyenne entre 2012 et 2023). Les dépenses ont représenté 6,39 millions de dollars des États-Unis pour l’exercice biennal 2022-2023, contre 3,61 millions de dollars des États-Unis pour l’exercice 2020-2021 (voir figure 1).
2. Le graphique ci-dessous indique que les dépenses (6,39 millions de dollars des États-Unis) ont largement dépassé les contributions obligatoires mises en recouvrement pour 2022-2023 au cours de la période allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 (3,96 millions de dollars des États-Unis), qui est la principale source de revenus du Fonds[[1]](#footnote-1). Cette augmentation significative des dépenses s’explique principalement par un certain nombre d’évolutions positives, notamment : a) l’amélioration de la capacité des États parties à demander une assistance internationale, combinée à la capacité accrue du Secrétariat à répondre aux besoins des États parties et b) la reprise complète des activités après un exercice biennal 2020-2021 marqué par la pandémie de COVID-19, y compris l’organisation de réunions statutaires en personne qui a entraîné une augmentation des dépenses liées à l’assistance financière aux participants des États en développement (voir les documents [LHE/24/10.GA/INF.8](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-24-10.GA-INF.8_FR.docx) et [LHE/24/10.GA/6](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-24-10.GA-6_FR.docx)).

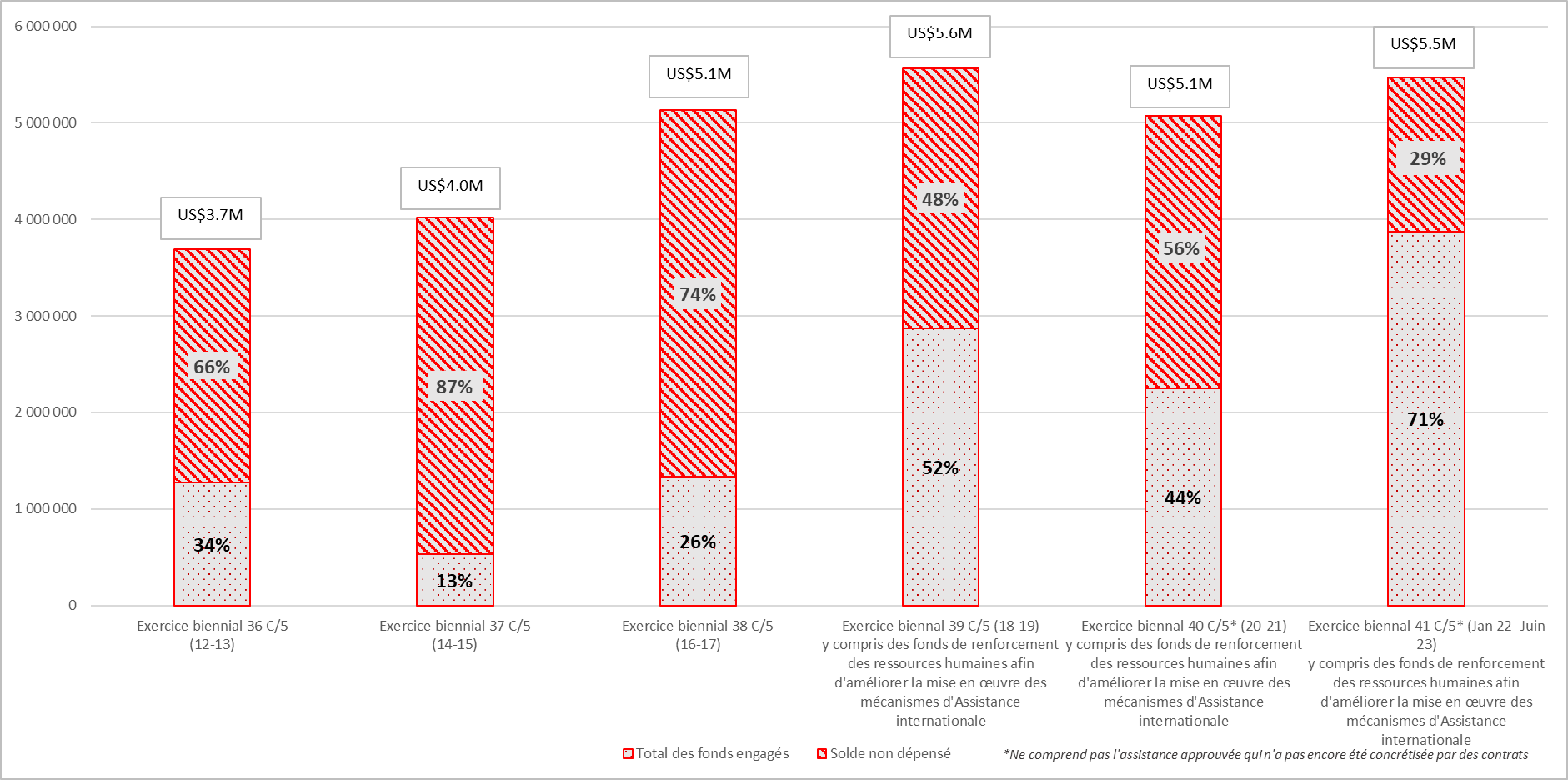


**Figure 1 :** Évolution des dépensesdu Fonds

**Assistance internationale**

1. Au cours de l’exercice biennal 2022-2023, les États parties ont eu plus souvent recourt aux **mécanismes d’assistance internationale**.Le graphique 2 (ci-dessous) montre une augmentation de l’utilisation des fonds consacrés aux mécanismes d’assistance internationale, correspondant aux lignes budgétaires 1, 1.1 et 2. Le taux de dépenses au titre de ces trois lignes budgétaires combinées a atteint 71 %, contre 44 % au cours de l’exercice biennal 2020-2021. Cela s’explique principalement par :
   * 1. L’augmentation du nombre de demandes d’assistance internationale approuvées par le Comité et son Bureau - vingt-neuf demandes approuvées pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023. Cela inclut treize projets dans la région Afrique (51 % du montant total des fonds accordés au cours de l’exercice biennal) et cinq projets impliquant six petits États insulaires en développement (PEID) (21 % du montant total des fonds accordés),
     2. le travail en amont du Secrétariat, notamment en fournissant un soutien technique aux États parties pendant le processus d’élaboration (toutes les demandes examinées par le Comité et son Bureau ont été approuvées) et,
     3. le recours accru à l’assistance technique par les États parties pour l’élaboration et la révision de leurs demandes (neuf États parties ont bénéficié du soutien d’experts au cours de l’exercice biennal).

Un rapport détaillé sur la mise en œuvre des mécanismes d’assistance internationale se trouve au document [LHE/23/18.COM/10](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-23-18.COM-10_FR.docx).



**Figure 2 :** Taux de dépense pour l’assistance internationale et préparatoire

**Contributions mises en recouvrement**

1. Il convient de rappeler que le **paiement des contributions** est une obligation qui incombe à tous les États parties qui ont ratifié la Convention, conformément à son article 26. Lorsque les États parties exercent les droits et bénéficient des avantages qui leur sont conférés en vertu de la Convention, ils sont également supposés remplir les engagements correspondants en retour. Le manque de liquidités dû aux retards de paiement des contributions mises en recouvrement pourrait retarder, et donc compromettre la mise en œuvre des activités prévues dans le budget.
2. Comme le montre l’[état des contributions mises en recouvrement pour la période allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023](https://ich.unesco.org/doc/src/63471-FR.pdf), les **contributions obligatoires** impayées représentent 410 153 dollars des États-Unis (contre 409 948 dollars des États-Unis au 31 décembre 2021), dont 253 300 dollars des États-Unis correspondent aux contributions impayées pour 2021 et les années précédentes. Au 31 décembre 2023, 73[[2]](#footnote-2) États parties (42 % des États parties liés par l’article 26.1 de la Convention) n’avaient pas payé leurs contributions pour 2022-2023. Parmi eux, 28 États parties (16 %) n’avaient pas non plus payé leur contribution pour 2021 et les années précédentes. Les paiements des **contributions volontaires** des États parties conformément à l’article 26.2 de la Convention représentent 92 % du montant mis en recouvrement pour l’exercice biennal 2022-2023 ce qui supérieur à l’exercice biennal précédent 2020-2021 (76 %).

**Perspectives pour les cycles budgétaires à venir**

1. Bien que la santé du Fonds reste solide, il convient de noter que si le niveau des dépenses se maintient à un niveau aussi élevé (c’est-à-dire supérieur au niveau des contributions obligatoires reçues au cours de chaque exercice biennal), le budget approuvé devra diminuer au cours des exercices biennaux à venir. La situation du Fonds, qui doit être en mesure de répondre aux besoins de sauvegarde des États parties décrits dans la partie II ci-dessous, ne doit pas être considérée comme acquise. Un suivi étroit est nécessaire, au-delà du court terme, pour assurer la durabilité de la mise en œuvre de la Convention de 2003, y compris les besoins en termes de ressources humaines

**Mise à jour du sous-fonds destiné à renforcer les ressources humaines du Secrétariat**

1. Le sous-fonds, destiné à renforcer les capacités humaines du Secrétariat, a été créé par l’Assemblée générale en juin 2010 (Résolution [3.GA 9](https://ich.unesco.org/fr/r%C3%A9solutions/3.GA/9)) afin de soutenir durablement le Secrétariat, ainsi que lui permettre de répondre aux besoins exprimés par les États parties. L’objectif annuel du fonds a été fixé à 950 000 dollars des États-Unis par an par l’Assemblée générale en 2020 (Résolution [8.GA 7](https://ich.unesco.org/fr/decisions/8.GA/7)). Au cours de l’exercice 2022-2023, huit contributions volontaires ont été reçues de la France (deux fois), de la Lituanie (deux fois), de Monaco (deux fois), de la Slovaquie et de la Slovénie pour un montant total de 224 645 dollars des États-Unis. Ce montant correspond à 12 % de l’objectif biennal approuvé par l’Assemblée générale en 2020.
2. La Convention continue de connaître (i) une expansion géographique (181 États parties au 31 décembre 2023), (ii) la mise en œuvre continue d’initiatives telles que « la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans l’éducation formelle et non formelle », (iii) le lancement de nouvelles initiatives thématiques sur les « dimensions économiques de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel », « la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et le changement climatique » et « la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans les contextes urbains », et, entre autres, (iv) la mise en œuvre des résultats de la réflexion sur une mise en œuvre plus large de l’article 18 et de ceux de la réflexion globale sur les mécanismes d’inscription sur les listes de la Convention. Ces multiples développements démontrent la grande pertinence de la Convention pour les États et les communautés ; ils sont positifs pour le présent et l’avenir de sa mise en œuvre. Il convient toutefois de garder à l’esprit que ces initiatives nécessitent un soutien continu de la part du Secrétariat. À cette fin, l’Assemblée générale souhaitera peut-être prendre en considération certaines implications en termes de ressources humaines afin de s’assurer que le Secrétariat soit à même de fournir un soutien adéquat à ces nouvelles actions. Dans le cas contraire, certaines de ces initiatives devront être suspendues en fonction des priorités qui seront définies par les organes directeurs. À cet égard, il est important de rappeler que l’objectif fixé par l’Assemblée générale depuis la création du Fonds en 2010 n’a jamais été atteint. De fait, les contributions au sous-fonds ont diminué au cours des quatorze dernières années, passant de 511 885 dollars des États-Unis en 2010-2011 (23 % de l’objectif, le taux le plus élevé jamais atteint) à 224 645 dollars des États-Unis au cours du dernier exercice biennal.

#### LIGNES BUDGÉTAIRES ET ALLOCATIONS POUR LE 42 C/5 (2024-2025)

1. Le projet de plan proposé ci-dessous est basé sur le solde du fonds disponible pour les activités du programme au 31 décembre 2023, à l’exclusion du Fonds de réserve, soit 8,19 millions de dollars des États-Unis. Cela représente une diminution par rapport au budget approuvé par la neuvième session de l’Assemblée générale, qui s’élevait à 8,73 millions de dollars des États-Unis (Résolution [9.GA 10)](https://ich.unesco.org/fr/decisions/9.GA/10).
2. La proposition d’allocation de fonds pour le 42C/5 (2024-2025) suit la structure basée sur les lignes budgétaires qui a été utilisée pour les exercices équivalents précédents. Ces lignes budgétaires peuvent être divisées en trois catégories, à savoir les dépenses liées a) à l’assistance internationale ; b) aux « autres fonctions du Comité » au sens de l’article 7 de la Convention ; et c) à la participation aux réunions des organes directeurs et aux services consultatifs du Comité. Toutefois, quelques ajustements sont proposés entre les différentes lignes budgétaires, comme décrit dans les paragraphes ci-dessous.

**Assistance internationale**

1. Conformément aux priorités fixées par les Orientations pour l’utilisation des ressources du Fonds au chapitre II.1 des Directives opérationnelles, il est proposé que la majorité des ressources (65,1 %) soit allouée à l’attribution de l’assistance internationale aux États parties afin de compléter leurs efforts nationaux de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel **(lignes budgétaires 1, 1.1 et 2**).
2. Dans le cadre de ce pourcentage combiné, les fonds alloués à la **ligne budgétaire 1** (50 %) sont prévus pour soutenir les États par le biais des mécanismes d’assistance internationale, dans la sauvegarde du patrimoine inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, la préparation d’inventaires et d’autres programmes et projets de sauvegarde. Il est proposé de maintenir l’allocation de la ligne budgétaire 1 au même niveau afin de permettre aux États parties de renforcer leurs efforts de sauvegarde, en mettant particulièrement l’accent sur la région Afrique et les PEID. Ces ressources substantielles seront utilisées afin d’octroyer des fonds à un maximum de projets de sauvegarde, approuvés par le Comité et le Bureau, à condition que ces projets répondent aux critères de l’assistance internationale.
3. Suite aux conclusions de l’évaluation de 2021 par le Service d’évaluation et d’audit (IOS) de l’action de l’UNESCO dans le cadre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (voir les Recommandations 5 et 6 du document [LHE/21/16.COM/INF.10rev.](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-21-16.COM-INF.10_Rev.-FR.pdf)), le Comité a autorisé, à titre expérimental, l’utilisation de fonds au titre de la ligne budgétaire 1 pour un montant ne dépassant pas 10 % du budget approuvé de chaque projet d’assistance internationale approuvé, afin de financer la fourniture d’expertise, telle que décrite à l’article 21 de la Convention, pour le suivi et l’évaluation des projets d’assistance internationale en cours et récemment achevés (Résolution [9. GA 10,](https://ich.unesco.org/fr/decisions/9.GA/10) Décision [16.COM 13](https://ich.unesco.org/fr/decisions/16.COM/13) et Décision [18.COM 14)](https://ich.unesco.org/fr/decisions/18.COM/14). En outre, suite aux étapes préparatoires entreprises depuis la dix-septième session du Comité avec l’établissement d’une liste de consultants ayant une expérience dans l’évaluation de projets dans le domaine de la culture (voir le document [LHE/23/18.COM/10](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-21-16.COM-10_Rev.-FR.docx)), les activités pilotes de suivi et d’évaluation devraient être mises en œuvre au cours de l’exercice biennal actuel. Ces fonds supplémentaires de la ligne budgétaire 1, séparés des subventions allouées aux bénéficiaires, seront utilisés, à titre expérimental, pour un montant n’excédant pas 10 % du budget de chaque projet d’assistance internationale approuvé sélectionné afin de financer la fourniture de services d’expertise.
4. Lors de sa septième session en juin 2018, l’Assemblée générale a approuvé la création de trois postes extrabudgétaires à durée déterminée (un P3, un P2 et un G5) pour former une équipe dédiée à la mise en œuvre opérationnelle des mécanismes d’assistance internationale (Résolution [7.GA 8](https://ich.unesco.org/fr/decisions/7.GA/8)). L’équipe « de mise en œuvre et de suivi de la sauvegarde » (SIM) a été créée en février 2020. Il est proposé d’allouer environ 12,3 % des ressources du Fonds pour couvrir les coûts réels de ces trois postes **(ligne budgétaire 1.1**), contre 10 % lors de l’exercice 2022-2023.
5. En outre, il est proposé que 2,8 % des fonds soient budgétisés pour l’octroi d’une assistance préparatoire **(ligne budgétaire 2)**. Cette légère augmentation par rapport à l’exercice actuel (2,6 %) est proposée à la lumière des coûts supplémentaires potentiels qui pourraient résulter de l’élargissement du mécanisme d’assistance préparatoire aux États parties qui n’ont pas d’éléments nationaux inscrits sur la Liste représentative et qui souhaitent bénéficier d’une assistance internationale pour la préparation d’un dossier de candidature (voir la Décision [18.COM 10](https://ich.unesco.org/fr/decisions/18.COM/10)). Si l’Assemblée générale approuve « les révisions proposées des Directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la Convention » au titre du point 7, l’augmentation proposée de l’allocation permettrait de fournir une telle assistance pour un nombre initial de demandes que le Secrétariat pourrait recevoir au cours de l’exercice biennal 2024-2025. Outre l’assistance préparatoire actuelle pour les dossiers de nomination[[3]](#footnote-3) et la proposition faite ci-dessus, cette ligne budgétaire couvre également les coûts liés à la fourniture d’une assistance technique aux États parties pour la préparation des demandes d’assistance internationale.

**Autres fonctions du Comité**

1. La **ligne budgétaire 3** (« Autres fonctions du comité ») sera maintenue à 20 % afin de renforcer les travaux entamés au cours de l’exercice biennal actuel. Ces fonctions sont énumérées à l’article 7 de la Convention. Le Secrétariat utilise ces fonds afin d’aider le Comité à remplir ces fonctions, comme l’exige l’article 10 de la Convention. En d’autres termes, ces fonds seront principalement utilisés pour des actions en amont et transversales visant à promouvoir les objectifs de la Convention, ainsi qu’à encourager et suivre sa mise en œuvre (article 7[a]), et fournir des orientations sur les mesures de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (article 7[b]). Il est important de noter que si l’allocation en pourcentage reste inchangée, le montant nominal de la ligne budgétaire 3 a diminué en raison de la réduction générale du montant disponible pour 2024-2025.
2. Conformément à la Décision [14.COM 7](https://ich.unesco.org/fr/decisions/14.COM/7), la proposition de plan présentée au Comité comprenait une ventilation en pourcentage de la ligne budgétaire 3 en termes de résultats escomptés (« RE ») conformément aux produits approuvés dans le C/5, en vue de la soumettre à l’approbation de la prochaine session de l’Assemblée générale. Le Plan propose de diviser la ligne budgétaire 3 en deux RE - au lieu de quatre RE dans le biennium précédent - pour mieux aligner les activités à mener par le Secrétariat avec les deux indicateurs de performance définis dans le [42 C/5](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000388394_fre/PDF/388394fre.pdf.multi) approuvé (Grand Programme IV Culture, Effet 5, Produit 5.CLT4 « Renforcement des capacités des États membres et des communautés en matière d’identification, de sauvegarde et de promotion du patrimoine vivant »). La répartition de l’allocation budgétaire entre les deux RE proposées est basée sur la répartition approuvée pour l’exercice précédent, l’allocation du nouveau RE 1 (52 %) représentant une combinaison des anciens RE 2 et 3 (respectivement 33 % et 19 %), tandis que l’allocation du nouveau RE 2 (48 %) est équivalente à la combinaison des anciens RE 1 et 4 (respectivement 25 % et 23 %) dans l’exercice précédent :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat escompté** | **2022–**  **2023** | **Résultat escompté** | **2024–**  **2025** |
| RE 1 : Bonne gouvernance de la Convention de 2003 facilitée par l’amélioration du suivi et des services de gestion des connaissances | **25 %** | RE 1 : Mise en œuvre de la Convention encouragée grâce à un programme renforcé de renforcement des capacités et à l’intégration du patrimoine culturel immatériel dans les plans, politiques et programmes de développement[[4]](#footnote-4) | **52 %** |
| RE 2 : Mise en œuvre de la Convention dans les États membres encouragée par un programme de renforcement des capacités consolidé | **33 %** |
| RE 3 : Appui à l’intégration du patrimoine culturel immatériel dans les plans, politiques et programmes de développement | **19 %** | RE 2 : Bonne gouvernance de la Convention facilitée par l’amélioration du suivi, des services de gestion des connaissances et des actions de sensibilisations associées aux mécanismes de coopération internationale[[5]](#footnote-5) | **48 %** |
| RE 4 : Promotion des objectifs de la Convention par des actions de sensibilisation et d’information | **23 %** |

1. Conformément à la [Résolution 42C/80](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000388394_fre/PDF/388394fre.pdf.multi) (paragraphe 3) adoptée par la Conférence générale lors de sa 42e session en novembre 2023, autorisant le Directeur général à opérer des virements de crédits articles budgétaires du Programme ordinaire de l’UNESCO dans la limite de 5 % des crédits initialement ouverts au titre du 42 C/5, le Comité a autorisé le Secrétariat à opérer des virements entre activités incluses dans l’allocation spécifique de l’article budgétaire 3 dans la limite d’un montant cumulé équivalant à 5 % de l’allocation totale initiale (Décision [18.COM 14](https://ich.unesco.org/en/decisions/18.COM/14)). Sur la base du montant indicatif du budget indiqué en annexe, cela équivaudrait à 81 896 dollars des États-Unis. Le Secrétariat informera par écrit l’Assemblée générale et le Comité, lors de la session suivant cette action, des détails et des raisons de ces transferts, le cas échéant.

**Résultat escompté 1 : La mise en œuvre de la Convention est encouragée grâce à un programme renforcé de renforcement des capacités et à l’intégration du patrimoine culturel immatériel dans les plans, politiques et programmes de développement**

1. Le Secrétariat continuera à fournir des conseils et un soutien en amont, en s’appuyant sur les résultats de la réflexion entreprise à l’occasion du vingtième anniversaire de la Convention, notamment la [Vision de Séoul pour l’avenir de la sauvegarde du patrimoine vivant pour le développement durable et la paix](https://ich.unesco.org/doc/src/61291-FR.pdf) (2023), et conformément à la [Déclaration de MONDIACULT de 2022 sur les politiques culturelles et le développement durable](https://www.unesco.org/fr/articles/conference-mondiale-de-lunesco-sur-les-politiques-culturelles-et-le-developpement-durable-mondiacult). En outre, cela va permettre de (a) renforcer le programme mondial de renforcement des capacités pour répondre à l’évolution des besoins des pays en matière de sauvegarde du patrimoine vivant et (b) poursuivre les initiatives thématiques sur le patrimoine vivant et le développement durable, en particulier dans les domaines prioritaires identifiés par le Comité. Pour assurer une portée maximale au programme de renforcement des capacités, des efforts seront déployés pour continuer à développer des contenus et des outils de formation adaptés aux modalités hybrides, en élargissant la portée du programme à de nouveaux publics ainsi qu’en renforçant la mise en réseau et l’échange de connaissances grâce à l’utilisation de la plateforme de gestion de l’apprentissage. Le programme améliorera notamment l’expertise thématique du réseau de facilitateurs afin que celui-ci soit en mesure de répondre à la demande de renforcement des capacités dans des domaines thématiques. Le Secrétariat travaillera en outre sur la sauvegarde du patrimoine vivant dans l’environnement numérique, y compris sur les implications de l’intelligence artificielle pour la sauvegarde du patrimoine vivant, afin d’acquérir davantage de connaissances et d’expertise dans ce domaine et de poursuivre le soutien au renforcement des capacités des États et des communautés (recommandations 8 et 9 de l’[évaluation 2021 de l’IOS](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-21-16.COM-INF.10_Rev.-FR.pdf)).
2. En réponse à la recommandation 3 de l’[évaluation 2021 de l’IOS](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-21-16.COM-INF.10_Rev.-FR.pdf) visant à aborder les initiatives thématiques prioritaires de la Convention et à relever les défis actuels pour le développement durable et la paix, le Secrétariat a l’intention de poursuivre ses travaux sur les « [Dimensions économiques de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel](https://ich.unesco.org/fr/moyens-de-subsistance-01315) » sur la base de la réunion d’experts de catégorie VI tenue en septembre et octobre 2023, « Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et changement climatique » et « Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans les contextes urbains » (voir le document [LHE/23/18.COM/12](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-23-18.COM-12_FR_Rev..docx) Rev.). En outre, des efforts seront déployés pour poursuivre les travaux sur « le [patrimoine vivant dans les situations d’urgence](https://ich.unesco.org/fr/situations-d-urgence) » et « [la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans l’éducation formelle et non formelle](https://ich.unesco.org/fr/education)». Les actions menées au cours de l’exercice biennal comprendront des réunions d’experts, l’élaboration de documents d’orientation et la mise en place de formations, tout en renforçant les synergies avec d’autres conventions culturelles, des des programmes secteurs ainsi que des organisations, des cadres et des mécanismes internationaux pertinents.

**Résultat escompté 2 : Une bonne gouvernance de la Convention facilitée par l’amélioration du suivi, des services de gestion des connaissances et des actions de sensibilisation associés aux mécanismes de coopération internationale**

1. Le maintien de la bonne gouvernance reste une priorité pour assurer la mise en œuvre effective de la Convention. Afin de continuer à apporter un soutien adéquat aux organes directeurs de la Convention et aux États, des mesures seront prises pour renforcer les mécanismes de coopération internationale de la Convention, notamment les rapports périodiques, l’assistance internationale et les mécanismes d’inscription sur les listes, conformément aux recommandations 2, 5 et 6 de l’[évaluation 2021 d’IOS.](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-21-16.COM-INF.10_Rev.-FR.pdf) Dans le cadre de l’initiative du Secteur de la culture de l’UNESCO visant à produire un rapport global quadriennal sur les politiques culturelles et de l’évolution prévue vers un système de soumission unique à l’échelle mondiale, l’analyse des informations collectées par le biais des mécanismes de rapport périodique sera faite et présentée aux sessions correspondantes des organes directeurs, en reconnaissant le rôle clé des données pour guider les efforts des autorités et des communautés dans la sauvegarde du patrimoine vivant. En outre, le Secrétariat mènera des actions en amont pour continuer à faire connaître les listes et le Registre de la Convention, notamment pour mieux comprendre l’impact des inscriptions sur les éléments et les communautés associées, ainsi que sur la préparation des propositions d’inscription multinationales. Le Secrétariat poursuivra ses efforts pour promouvoir l’assistance internationale, y compris l’expansion potentielle de l’assistance préparatoire (voir le document [LHE/24/10.GA/7](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-24-10.GA-7_FR.docx)), afin d’encourager la soumission de demandes et de contribuer à accroître la représentation géographique sur les listes de la Convention. Afin de renforcer la mise en œuvre de l’article 18 de la Convention à la suite de la réflexion sur sa mise en œuvre plus large, un soutien pourrait être apporté à la mise en œuvre des éventuelles décisions à venir des organes directeurs, y compris pour lancer les opérations initiales d’une plateforme en ligne pour le partage des bonnes expériences en matière de sauvegarde après sa mise en place (voir paragraphe 31).
2. Conformément aux actions lancées au cours de l’exercice précédent, le Secrétariat continuera d’améliorer ses services de gestion des connaissances, qui sont essentiels compte tenu de l’expansion géographique (181 États parties au 31 décembre 2023) et thématique de la Convention, notamment avec les initiatives thématiques, les mécanismes de rapports périodiques en cours et les réflexions lancées par le Comité sur les mécanismes d’inscription sur les listes et l’article 18 de la Convention. Des efforts spécifiques seront déployés au cours du prochain exercice biennal afin de normaliser la production et la gestion des données, ainsi que pour faciliter l’accès à l’information grâce à des formats conviviaux et ouverts, comme le prescrit l’[évaluation d’IOS pour 2021](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-21-16.COM-INF.10_Rev.-FR.pdf) (recommandations 10 et 11). La gestion des connaissances de la Convention sera améliorée afin de mettre en œuvre les résultats des récentes réflexions et réformes, ce qui se traduira par une augmentation rapide de la masse d’informations provenant d’un plus grand nombre d’États et de communautés et suscitera l’intérêt d’un plus grand nombre de parties prenantes. En outre, sur la base de l’expérience réussie de la [plateforme](https://ich.unesco.org/fr/anniversaire) lancée pour le vingtième anniversaire de la Convention, le site web de la Convention restera une source d’information essentielle pour les représentants des États et les experts, et poursuivra sa refonte pour fournir des approches thématiques, offrir des navigations transversales - y compris par la mise à jour régulière de la rubrique « [Plongez dans le patrimoine culturel immatériel !](https://ich.unesco.org/fr/plongez) » - et mettre en valeur des contenus tels que la visualisation de données, des photos de haute qualité et du matériel audiovisuel illustrant le patrimoine vivant en action.

**Participation d’experts aux réunions des organes directeurs**

1. La participation des experts du patrimoine culturel immatériel représentant les États parties en développement aux réunions statutaires est couverte soit par la **ligne budgétaire 4** lorsqu’ils sont membres du Comité, soit par la **ligne budgétaire 5** lorsqu’ils ne le sont pas. La participation d’experts représentant des ONG accréditées de pays en développement aux sessions du comité est couverte par la **ligne budgétaire 6**. Il est proposé que 2,5 %, 2,7 % et 2,7 %, respectivement, soient consacrés aux lignes susmentionnées. Il s’agit d’une légère diminution de chaque ligne, qui permettrait toutefois au Fonds de répondre à toutes les demandes des membres du Comité et à la plupart, voire à la totalité, des demandes soumises par les États parties non membres du Comité et les organisations non gouvernementales accréditées.

**Services consultatifs au Comité**

1. Il est proposé de diminuer légèrement la **ligne budgétaire 7** de 7,7 % à 7 % pour couvrir le coût des services consultatifs fournis à la demande du Comité de janvier 2024 à décembre 2025, en particulier ceux associés aux travaux de l’organe d’évaluation. Conformément à cette proposition, cette ligne devrait continuer à couvrir les coûts des services consultatifs fournis par l’Organe d’évaluation en 2024 et 2025, même en tenant compte de l’augmentation du nombre de dossiers pour les deux cycles correspondants à la suite de la décision du Comité de traiter les demandes de transfert d’éléments d’une liste à l’autre, l’inclusion dans le Registre des bonnes pratiques de sauvegarde d’expérience de sauvegarde réussie résultant d’un transfert de la Liste de sauvegarde urgente à la Liste représentative, les demandes d’inscription sur une base étendue ou réduite, ainsi que le suivi des éléments inscrits, en dehors du plafond annuel (Décision [17.COM 15](https://ich.unesco.org/fr/decisions/17.COM/15)).
2. En outre, cette ligne budgétaire est prévue pour couvrir les coûts associés à la mise en place initiale d’une plateforme en ligne pour le partage des bonnes expériences de sauvegarde, y compris les développements informatiques, la préparation du contenu et les tests initiaux du système, afin de mettre pleinement en œuvre l’article 18 de la Convention (Décision [18.COM 11](https://ich.unesco.org/fr/decisions/18.COM/11)). Si l’Assemblée générale approuve « les révisions proposées aux Directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la Convention » au titre du point 7, l’allocation proposée permettra au Secrétariat de lancer la mise en place de la plateforme en ligne pour le partage des bonnes expériences en matière de sauvegarde.
3. Lors de sa neuvième session, l’Assemblée générale a recommandé que le Secrétariat soit autorisé à effectuer des transferts entre les lignes budgétaires 4, 5, 6 et 7, à hauteur de 30 % de leur allocation totale initiale (Résolution [9.GA 10)](https://ich.unesco.org/fr/decisions/9.GA/10). Au cours de l’exercice 2022-2023, le Secrétariat a effectué deux transferts au titre de ces lignes budgétaires pour couvrir les frais des participants à la dix-huitième session du Comité (voir le document [LHE/24/10.GA/INF.8](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-24-10.GA-INF.8_FR.docx)). Afin de pouvoir continuer à répondre à un maximum de demandes d’assistance financière de la part des différentes catégories de participants, le Comité a recommandé à l’Assemblée générale de continuer à autoriser le Secrétariat à effectuer des transferts entre les lignes budgétaires 4, 5, 6 et 7, jusqu’à un équivalent de 30 % de leur total initial (Décision [18.COM 14](https://ich.unesco.org/fr/decisions/18.COM/14)). Si un tel transfert s’avérait nécessaire, le Secrétariat devrait informer par écrit l’Assemblée générale et le Comité, lors de la session suivant cette action, des détails et des raisons de ces transferts.
4. L’Assemblée générale souhaitera peut-être adopter la résolution suivante :

PROJET DE RÉSOLUTION 10.GA 8

L’Assemblée générale,

1. Ayant examiné les documents LHE/24/10.GA/8 et [LHE/24/10.GA/INF.8](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-24-10.GA-INF.8_FR.docx) et leurs annexes respectives,
2. Rappelant l’article 7(c) de la Convention et le chapitre II.1 des Directives opérationnelles,
3. Rappelant en outre la Résolution de la Conférence générale de l’UNESCO portant ouverture de crédits pour 2024-2025 ([42 C/Résolution 80](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000388394_fre/PDF/388394fre.pdf.multi)),

**Situation et évolution du Fonds**

1. Prend note de l’état des contributions du Fonds pour 2022-2023, rappelle que le paiement des contributions obligatoires et des contributions volontaires mises en recouvrement est, en vertu de l’article 26 de la Convention, une obligation qui incombe à tous les États parties qui ont ratifié la Convention, et demande à tous les États parties qui n’ont pas encore réglé la totalité de leurs contributions, y compris les contributions volontaires mises en recouvrement, à s’assurer que leurs contributions soient payées le plus tôt possible ;
2. Prend en outre note des donateurs qui ont versé au cours de l’exercice biennal 2022-2023 (a) des contributions volontaires supplémentaires pour des activités spécifiques approuvées par le Comité, à savoir les Pays-Bas et le Centre international d’information et de mise en réseau pour le patrimoine culturel immatériel dans la région Asie-Pacifique (ICHCAP), ainsi que (b) des contributions volontaires supplémentaires au sous-fonds pour le renforcement des capacités humaines du Secrétariat, à savoir la France, la Lituanie, Monaco, la Slovaquie et la Slovénie ;
3. Remercie tous les contributeurs qui ont soutenu la Convention et son Secrétariat, depuis sa dernière session, par différentes formes de soutien, financier ou en nature, telles que les contributions volontaires supplémentaires au Fonds du patrimoine culturel immatériel, y compris le sous-fonds pour le renforcement des capacités humaines du Secrétariat, les fonds-en-dépôt, ou le personnel détaché, et encourage les contributeurs potentiels à envisager la possibilité de soutenir la Convention par le biais de la modalité de leur choix ;
4. Réaffirme la nécessité de renforcer durablement les ressources humaines du Secrétariat pour lui permettre de mieux répondre aux besoins des États parties et invite les États parties à verser des contributions volontaires supplémentaires au sous-fonds pour renforcer des capacités humaines du Secrétariat ;

**Plan relatif à l’utilisation des ressources du Fonds**

1. Approuve le plan d’utilisation des ressources du Fonds pour la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025 ainsi que pour la période allant du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026 dans l’annexe à la présente Résolution ;
2. Comprend que, lors de sa onzième session en 2026, elle pourra réajuster le plan budgétaire du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026 ; si l’Assemblée générale n’est pas en mesure de se réunir avant le 30 juin 2026, le Secrétariat est autorisé à poursuivre ses activités jusqu’à ce que l’Assemblée générale soit en mesure de se réunir ;
3. Prend également note de l’autorisation accordée par le Comité au Secrétariat d’utiliser, à titre expérimental, un montant ne dépassant pas 10 pour cent du budget approuvé de chaque projet d’assistance internationale, en plus du montant accordé par le Comité ou son Bureau pour chaque projet, afin de suivre et d’évaluer l’impact des projets soutenus par le Fonds ;
4. Se félicite en outre des ajustements des allocations prévues pour rendre opérationnels les résultats de la réflexion globale sur les mécanismes d’inscription sur les listes de la convention de 2003, en particulier sur une mise en œuvre plus large de l’article 18 de la Convention ;
5. Prend note en outre de l’autorisation accordée par le Comité au Secrétariat, lors de l’utilisation des fonds alloués au titre de la ligne budgétaire 3 du Plan, d’effectuer des transferts entre les activités relevant dans la ligne budgétaire 3 jusqu’à un montant cumulé équivalant à 5 pour cent de l’allocation totale initiale proposée à l’Assemblée générale à cette fin ;
6. Autorise le Comité à utiliser immédiatement toutes les contributions volontaires supplémentaires qui pourraient être reçues au cours de ces périodes, telles que le prévoit l’article 27 de la Convention, conformément aux pourcentages fixés dans le Plan ;
7. Autorise en outre le Comité à utiliser immédiatement toutes les contributions qu’il pourrait accepter, pendant ces périodes, à des fins spécifiques liées à des projets spécifiques, à condition que ces projets aient été approuvés par le Comité avant la réception des fonds, comme décrit à l’article 25.5 de la Convention ;
8. Autorise également le Secrétariat à effectuer des transferts entre les lignes budgétaires 4, 5, 6 et 7, jusqu’à un montant équivalent de 30 pour cent de leur allocation totale initiale, et demande que le Secrétariat d’informer par écrit le Comité et l’Assemblée générale, lors de la session suivant cette action, des détails et des motifs de ces transferts.

**ANNEXE**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Projet de plan relatif à l’utilisation des ressources du Fonds** | | | |  |  |
| Pour la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025, ainsi que pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 2026, les ressources du Fonds du patrimoine culturel immatériel peuvent être utilisées aux fins suivantes : | | % appliqué au cours de l’exercice précédent 2022-2023 | % du montant total proposé 2024-2025 [1] | Montants indicatifs 2024-2025 | Montants indicatifs janvier-juin 2026 |
| 1. | Assistance internationale, y compris la sauvegarde du patrimoine inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, la préparation d’inventaires, et l’appui à d’autres programmes, projets ou activités de sauvegarde, y compris le suivi et l’évaluation des demandes approuvées ; | 50,00 % | 50,00 % | *4 094 789 $* | *1 023 697 $* |
| 1.1 | Renforcement des ressources humaines pour améliorer la mise en œuvre des mécanismes d’assistance internationale à travers trois postes extrabudgétaires à durée déterminée financés à l’aide de fonds extrabudgétaires (un P3, un P2 et un G5) ; | 10,00 % | 12,30 % | *1 007 318 $* | *251 830 $* |
| 2. | Assistance préparatoire pour les demandes d’assistance internationale, les candidatures et les propositions pour les Listes et le Registre de la Convention ; | 2,60 % | 2,80 % | *229 308 $* | *57 327 $* |
| 3. | Autres fonctions du Comité telles que décrites à l’article 7 de la Convention, visant à promouvoir les objectifs de la Convention et à encourager et assurer le suivi de sa mise en œuvre, à travers notamment le renforcement des capacités en vue d’une sauvegarde efficace du patrimoine culturel immatériel, une plus grande sensibilisation à l’importance de ce patrimoine, la fourniture de conseils sur les bonnes pratiques de sauvegarde et la mise à jour et la publication des Listes et du Registre de bonnes pratiques de sauvegarde : | 20,00 % | 20,00 % | *1 637 916 $* | *409 479 $* |
|  | ***RE  1 : Mise en œuvre de la Convention renforcé grâce à un programme amélioré de renforcement des capacités et l’intégration du patrimoine culturel immatériel dans les plans, politiques et programmes de développement*** | *6,60 %* | *10,4 %* | *851 716 $* | *212 929 $* |
| *(RE 2 : 33 % de la ligne 3)* |
| *3,70 %* | *(52 % de la ligne 3)* |
| *(RE 3 : 19 % de la ligne 3)* |
|  | ***RE 2 : Bonne gouvernance de la Convention facilitée par l’amélioration du suivi, des services de gestion des connaissances et des actions de sensibilisation associés aux mécanismes de coopération internationale*** | *5,00 %* | *9,6 %* | *786 199 $* | *196 550 $* |
| *(RE 1 : 25 % de la ligne 3)* |
| *4,70 %* | *(48 % de la ligne 3)* |
| *(RE 4 : 23 % de la ligne 3)* |
| 4. | Participation aux sessions du Comité, de son Bureau et de ses organes subsidiaires d’experts en patrimoine culturel immatériel représentant les États en développement membres du Comité ; | 3,10 % | 2,50 % | *204 739 $* | *51 185 $* |
| 5. | Participation aux sessions du Comité et de ses organes consultatifs d’experts en patrimoine culturel immatériel représentant les États en développement qui sont parties à la Convention mais non membres du Comité ; | 3,30 % | 2,70 % | *221 119 $* | *55 280 $* |
| 6. | Participation aux sessions du Comité, de son Bureau et de ses organes consultatifs d’entités publiques ou privés et de personnes physiques, notamment de membres de communautés ou de groupes, qui ont été invités par le Comité à titre consultatif sur des questions spécifiques, ainsi que d’experts du patrimoine culturel immatériel représentant des ONG accréditées de pays en développement ; | 3,30 % | 2,70 % | *221 119 $* | *55 280 $* |
| 7. | Coûts des services consultatifs à fournir à la demande du Comité. | 7,70 % | 7,00 % | *573 270 $* | *143 318 $* |
|  | **TOTAL** | **100,00 %** | **100,00 %** | ***8 189 578 $*** | ***2 047 394 $*** |
| [1] Les pourcentages sont appliqués au solde du Fonds au 31 décembre 2023. Ce solde ne comprend pas le fonds de réserve (1 million de dollars des États-Unis). | | | | | |
| Les fonds non engagés à la fin de la période couverte par ce plan sont reportés sur l’exercice financier suivant et doivent être affectés conformément au plan approuvé par l’Assemblée générale à ce moment. | | | | | |
| Pour la période allant du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026, un quart du montant établi pour les vingt-quatre mois de l’exercice financier 2024-2025 sera alloué à titre provisoire, à l’exception du Fonds de réserve, dont le montant a été fixé par le Comité à 1 million de dollars des États-Unis (Décision [10.COM 8](https://ich.unesco.org/fr/decisions/10.COM/8)). | | | | | |

1. En plus des contributions obligatoires mises en recouvrement, la Convention a également reçu des contributions volontaires pour un montant de 0,5 million de dollars des États-Unis pour la période 2022-2023. [↑](#footnote-ref-1)
2. Un nouvel État partie ne figurant pas dans l'état des contributions pour la période allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 n’a pas payé sa contribution au prorata pour 2023 (70 dollars des États-Unis). Ceci a déjà été pris en compte dans l’état mensuel des contributions qui est publié sur le portail des États Membres sur le lien suivant : [État des contributions du Fonds du patrimoine culturel immatériel.](https://unesco.sharepoint.com/sites/ms/en-US/Shared%20Documents/Forms/AllItems.aspx?id=%2Fsites%2Fms%2Fen%2DUS%2FShared%20Documents%2FMember%20States%20Assessed%20Contributions%2FICH%2DStatus%2Dof%2DContributions%2Epdf&parent=%2Fsites%2Fms%2Fen%2DUS%2FShared%20Documents%2FMember%20States%20Assessed%20Contributions) [↑](#footnote-ref-2)
3. L’ « assistance préparatoire » fait référence à l’assistance que les États parties peuvent demander pour élaborer des candidatures à la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente ou des propositions pour le Registre de bonnes pratiques de sauvegarde, pour le transfert d’éléments entre les Listes et le Registre de la Convention et pour l’inscription d’éléments sur une base étendue ou réduite (paragraphe 21 des [Directives opérationnelles](https://ich.unesco.org/doc/src/2003_Convention_Basic_Texts_2022_version-FR.pdf)). L’« assistance technique » fait référence à la mise à disposition d’experts, telle que décrite à l’article 21 de la Convention, pour les États parties souhaitant élaborer des demandes d’assistance internationale ([Décision 8.COM 7.c](https://ich.unesco.org/fr/decisions/8.COM/7.C)). [↑](#footnote-ref-3)
4. Le résultat escompté 1 proposé est aligné sur l’indicateur de performance 1 « Nombre d’États membres disposant de politiques, de stratégies et de programmes nouveaux ou révisés pour sauvegarder le patrimoine vivant, notamment dans le contexte de plans et de cadres de développement durable, conformément à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003) » dans le 42 C/5 approuvé pour le Produit 5.CLT4. Il fusionne les RE 2 (« Mise en œuvre de la Convention dans les États membres encouragée par un programme de renforcement des capacités consolidé ») et 3 (« Appui à l’intégration du patrimoine culturel immatériel dans les plans, politiques et programmes de développement ») dans le plan pour 2022 - 2023. [↑](#footnote-ref-4)
5. Le résultat escompté 2 proposé est aligné sur l’indicateur de performance 2 « Nombre d’États membres sauvegardant durablement le patrimoine vivant grâce à une coopération internationale renforcée et aux mécanismes d’assistance de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003) » dans le 42 C/5 approuvé pour le Produit 5.CLT4. Il fusionne les RE 1 (« Bonne gouvernance de la Convention de 2003 facilitée par l’amélioration du suivi et des services de gestion des connaissances ») et 4 (« Promotion des objectifs de la Convention par des actions de sensibilisation et d’information ») dans le plan pour 2022 - 2023. [↑](#footnote-ref-5)